

La course à la succession est ouverte, mais une femme capte déjà tous les regards, la rivale de 2010

Karin Keller-Sutter en ultrafavorite

« PHILIPPE CASTELLA

Succession » D'un coup, tous les regards se sont braqués sur elle hier, dès l'annonce de la démission de Johann Schneider-Ammann. Karin Keller-Sutter a tous les atouts en main pour succéder à son rival vainqueur en 2010. Elle est l'ultrafavorite de cette course au Conseil fédéral, peut-être plus encore que ne l'était son camarade de parti Ignazio Cassis il y a un an.

«La revendication du Tessin a été assouvie, pas celle des femmes», souligne Isabelle Moret (plr, VD), qui souhaite que des femmes se portent candidates. Et la prétendante malheureuse de l'an dernier de rappeler que «toutes les candidatures féminines du PLR depuis Elisabeth Kopp ont échoué». La pression politique en faveur de l'élection d'une femme sera très forte: «Il est de la responsabilité des trois grands partis d'avoir une représentation équilibrée au Conseil fédéral. Et cela fait trente ans que les libéraux-radicaux n'assument plus cette responsabilité», rappelle le président du PS Christian Levrat.

Forte pression pour une femme

Le vice-président du PLR Philippe Nattermord verrait d'un bon œil aussi l'élection d'une femme: «Ce n'est pas un critère éliminatoire, mais c'est un critère important», explique le Valaisan, ajoutant qu'il juge les chances de Karin Keller-Sutter «élevées». Et même Johann Schneider-Ammann a reconnu hier qu'«une femme, naturellement, ça ferait du bien au parti».

Cette pression pourrait s'accroître encore si Doris Leuthard annonçait aussi son départ cette semaine, les rangs des candidatures féminines au PDC n'étant guère fournis. Et si ce critère se révèle déterminant, il n'y a pas photo. Karin Keller-Sutter a siégé durant douze ans au sein du Gouvernement saint-gallois en charge de Justice et police. Et depuis sept ans, elle siège au Conseil des États, dont elle est devenue l'un des ténors et qu'elle préside cette année. Aucune autre femme ne peut se prévaloir d'une telle expérience.

Cette traductrice de formation, qui a effectué une partie de sa scolarité à Neuchâtel, parle un français sans accent. Elle remplit encore les trois autres critères qui vont être déterminants dans cette course. D'abord, elle est membre du Conseil des États, un petit club qui fait bloc derrière les siens. Cet avantage pourrait toutefois être relatif vu que d'autres candidatures de sénateurs se profilent: Martin Schmid (GR),



La Saint-Galloise Karin Keller-Sutter a les faveurs de la cote. Keystone-archives

Andrea Caroni (AR), Ruedi Noser (ZH) ou Damian Müller (LU).

Karin Keller-Sutter a également pour atout de provenir de la Suisse orientale, région qui n'est plus représentée au Conseil fédéral depuis le départ d'Eveline Widmer-Schlumpf (voir ci-après). Là aussi, l'atout est partagé avec Martin Schmid et Andrea Caroni.

Sur le plan politique enfin, elle a le bon profil pour être éligible de l'UDC au Parti socialiste. Moins connue à Berne lors de sa précédente candidature en 2010, elle avait souffert de son image de femme de fer, très à droite. La gauche lui avait largement préféré Johann Schneider-Ammann, perçu comme un patron attaché au partenariat social.

Cette image, elle l'a corrigée ces dernières années au Sénat, en se montrant habile à nouer des compromis, elle qui siège au comité de l'Union patronale. Avec son compère saint-gallois Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse, ils forment même un tandem redoutable. Elle était notamment à la manœuvre dans l'habile compromis trouvé pour l'initiative contre l'immigration de masse, ainsi que dans le deal entre Projet fiscal 17 et AVS.

La messe est-elle déjà dite? Pas tout à fait quand même. Un des facteurs qui l'ont fait échouer en 2010, c'est que les

autres partis craignaient qu'elle devienne une formidable locomotive pour le PLR aux élections de l'an suivant. Ce scénario pourrait se répéter.

«La revendication du Tessin a été assouvie, pas celle des femmes»

Isabelle Moret

Autre question, sera-t-elle vraiment candidate? Elle a été très marquée par l'échec d'il y a huit ans et elle n'a aucune envie de revivre ça. L'attirait de la fonction devrait toutefois être le plus fort. Si on cherchait un autre défaut dans sa cuirasse, c'est sa rigidité, sa froideur même, disent ses détracteurs qui la traitent parfois de «glaçon». Les tapes sur l'épaule et la bonhomie, ce n'est pas son style, mais ça peut aider dans une telle course en cercle fermé.

Enfin, l'étiquette d'ultrafavorite va la poursuivre durant toute la campagne. Tous les projecteurs seront continuellement braqués sur elle, à scruter le moindre faux pas. Et une élection au Conseil fédéral, c'est dans les coulisses qu'elle se gagne. »

La Suisse orientale trépigne

A chaque vacance au gouvernement ou presque, l'est du pays revendique un siège. Bâle assure.

En juin 2017, un quotidien zurichois s'était moqué de la Suisse orientale, souffrant d'un complexe «de sous-représentation». Car quelques mois après le départ de la conseillère fédérale grisonne Eveline Widmer-Schlumpf, à la fin 2015, la Conférence des gouvernements de la région (SH, TG, SG, AR, AI, GL et GR) avait adopté une résolution exigeant une représentation au sein de l'Exécutif fédéral.

«Notre revendication est toujours valable», explique l'actuelle présidente de la conférence, Antonia Fässler, conseillère d'Etat démocrate-chrétienne (AI). «Nous représentons un septième de la population suisse et avons un poids économique et culturel certain.» La conférence n'ira pas jusqu'à soutenir un candidat plutôt qu'un autre. «Si plusieurs personnes de Suisse orientale se lancent dans la course, nous les soutiendrons pareille-

ment», ajoute la présidente. Outre la Saint-Galloise Karin Keller-Sutter, les sénateurs Martin Schmid (GR) et Andrea Caroni (AR) figurent également parmi les papables.

Parmi les cantons qui attendent un nouveau conseiller fédéral depuis longtemps, on trouve Glaris (140 ans), Bâle-Campagne (121 ans) et Thurgovie (84 ans). Marco Greiner, chancelier de Bâle-Ville (absent depuis 45 ans), trouve «difficilement compréhensible» que son canton ne soit plus représenté. «Ne serait-ce qu'étant donné le poids économique de Bâle pour la Suisse». Il ajoute: «Bâle-Ville jette des ponts entre la Suisse romande et la Suisse allemande. Un ministre bâlois représentera toute la Suisse du Nord-Ouest, y compris le Jura.»

Bâle-Campagne de son côté se réjouirait qu'après une «si longue période», la région de Bâle soit «à nouveau représentée au Conseil fédéral». Pour l'heure, aucun nom n'est toutefois sorti du chapeau bâlois. » **ARIANE GIGON**

LES AUTRES PAPABLES

ANDREA CARONI

CONSEILLER AUX ÉTATS,
38 ANS, RHODES-EXTÉRIEURES



A 38 ans, le sénateur appenzellois peut déjà se prévaloir d'une belle expérience, pour avoir siégé dans les deux Chambres. Et il connaît les arcanes du Conseil fédéral comme ancien conseiller personnel de Hans-Rudolf Merz. Cet avocat n'a pas peur des causes perdues: il avait notamment mené la campagne contre l'initiative de la Marche blanche. C'est un rival sérieux pour Karin Keller-Sutter. Mais vu son jeune âge, il pourrait se contenter de lui succéder.

PETRA GÖSSI

PRÉSIDENTE DU PLR ET CONSEILLÈRE
NATIONALE, 42 ANS, SCHWYZ



Elle pourrait être la candidate la plus embarrassante pour la favorite Karin Keller-Sutter. Jugée un peu plus à droite, la Schwytzoise pourrait, à ce titre, avoir les faveurs du groupe UDC et de ses 74 voix. Mais se mettra-t-elle en lice dans cette course? Rien n'est moins sûr. Le PLR compte d'abord sur sa présidente pour mener la campagne en vue des élections fédérales dans une année. Ce rôle est difficilement conciliable avec une candidature au Conseil fédéral.

DAMIAN MÜLLER

CONSEILLER AUX ÉTATS,
33 ANS, LUCERNE



Élu à 30 ans au Conseil des États, sa rapide ascension fait penser à celle d'un certain Alain Berset. Mais cette élection intervient un peu tôt pour lui. Il pourrait toutefois porter les aspirations de la Suisse centrale, qui n'est plus représentée depuis le départ de Kaspar Villiger en 2002. La région peut compter sur d'autres prétendants plus âgés comme les sénateurs Hans Wicki (NW) et Josef Dittli (UR). Ou alors miser sur un PDC pour la succession de Doris Leuthard.

REGINE SAUTER

CONSEILLÈRE NATIONALE,
52 ANS, ZÜRICH



La Zurichoise fait partie des révélations de la législation. Directrice de la Chambre de commerce cantonale, elle s'est surtout distinguée sur les questions de santé. Mais après trois ans seulement au National, elle manque encore un peu de bouteille. Elle pourrait aussi souffrir de la concurrence d'autres candidatures potentielles zurichoises: la conseillère d'Etat Carmen Walker Späh (voir ci-après). Le conseiller aux États Ruedi Noser ou le chef de groupe Beat Walti.

MARTIN SCHMID

CONSEILLER AUX ÉTATS,
49 ANS, GRISONS



Conseiller d'Etat durant près de dix ans et sénateur depuis 2011, le Grison peut se prévaloir de la même expérience que Karin Keller-Sutter. Sans avoir le brio de la Saint-Galloise, c'est un politicien solide et écouté. Et comme le dit un adage à Berne, c'est toujours le candidat le plus terne qui est élu au Conseil fédéral. Il pourrait être son principal rival dans cette course. Mais du coup, il va devoir s'affranchir de l'étiquette de ladykiller qui va inévitablement lui être accolée.

CARMEN WALKER SPÄH

CONSEILLÈRE D'ÉTAT,
60 ANS, ZÜRICH



S'il faut chercher un nom en dehors du parlement, c'est celui de Carmen Walker Späh qui vient en premier. Conseillère d'Etat zurichoise en charge de l'Economie et ancienne présidente des Femmes libérales-radicales, cette avocate de formation a des atouts à faire valoir. Mais les mésaventures actuelles de l'ancien candidat Pierre Maudet risquent de refroidir définitivement les parlementaires d'aller chercher un ou une papable en dehors de leurs rangs. **PHC**